



PREFET DE L'HERAULT

*Direction Départementale
des Territoires et de la Mer*
SERVICE EAU, RISQUES ET NATURE
Unité Prévention des Risques
Naturels et Technologiques

Arrêté n° *DDTM34 - 2016 - 05 - 07279* en date du **27 MAI 2016**
portant prescription de la modification n°1 du Plan de Prévention des Risques d'inondations Haute
Vallée de l'Hérault Sud sur la commune de Gignac

**Le Préfet de l'Hérault,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier dans l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.562-1 à L.562-9 et R 562-1 à R 562-10 relatifs aux Plans de Prévention des Risques Naturels ;

VU le Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) Haute Vallée de l'Hérault Sud sur la commune de Gignac approuvé le 11/06/2007 ;

VU le levé topographique effectué par GEOMETRIS, géomètre expert, modifiant la définition de l'aléa sur les parcelles A3701, A3702 et A3703 ;

CONSIDERANT la nécessité de modifier les plans d'aléa et de zonage du PPRi susvisé sur le territoire de la commune de Gignac afin de prendre en compte la connaissance nouvelle de l'aléa et de mettre en cohérence le zonage réglementaire avec l'aléa ;

CONSIDERANT que cette modification, visant à modifier les documents graphiques délimitant les zones mentionnées aux 1° et 2° du II de l'article L562-1, pour prendre en compte un changement dans les circonstances de fait ne porte pas atteinte à l'économie générale du PPRi susvisé ;

VU la décision de l'autorité environnementale en date du 14 mai 2014, annexée au présent arrêté, dispensant la modification envisagée de l'évaluation environnementale requise en application de l'article R122-18 du code de l'Environnement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Une modification du PPRi Haute Vallée de l'Hérault Sud approuvé le 11/06/2007 est prescrite sur la commune de Gignac. Le périmètre de modification est délimité au plan joint en annexe.

ARTICLE 2 : La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault est chargée de l'instruction du dossier.

ARTICLE 3 : L'association liée à l'élaboration de ce document se déroulera suivant les modalités suivantes :

- réunion d'information et de travail à la demande des personnes associées.

ARTICLE 4 : La concertation liée à l'élaboration de ce document se déroulera selon les modalités suivantes :

- mise en ligne, dès la prescription de la modification, du projet de modification et recueil des observations sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault,
- avis dans la presse informant de cette mise en ligne.

ARTICLE 5 : Il sera procédé à une mise à disposition au public du projet de modification du PPRI Haute Vallée de l'Hérault Sud de la commune de Gignac qui aura lieu du lundi 12 septembre 2016 au mercredi 12 octobre 2016 inclus, pour une durée de 31 jours. Le siège de la mise à disposition au public est fixé à la mairie de Gignac (Place Auguste Ducornot, 34150 GIGNAC).

ARTICLE 6 : Les pièces du dossier de modification ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles seront déposés en mairie durant le temps de la mise à disposition. Du lundi au vendredi (hors jours fériés) de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h00, chacun pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre ouvert à cet effet.

ARTICLE 7 : Toute information relative à la mise à disposition peut être recueillie sur le site internet des services de l'Etat dans l'Hérault, à l'adresse suivante <http://www.herault.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Risques-naturels-et-technologiques/Les-Plans-de-Prevention-des-Risques-en-cours-d-elaboration/Plans-de-prevention-des-risques-Inondation-PPRI/GIGNAC>

Les observations sur le dossier pourront être présentées par voie électronique à l'adresse suivante : ddtm-vern-prnt@herault.gouv.fr

ARTICLE 8 : À l'issue de la procédure de mise à disposition, la modification du PPRI pourra être approuvée par arrêté du préfet de l'Hérault.

ARTICLE 9 : Toute information relative à la modification du PPRI pourra être demandée à Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM 34 – Bâtiment Ozone, 181 place Ernest Granier – CS 60 556 – 34 064 Montpellier cedex 02).

ARTICLE 10 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois en mairie de Gignac et au siège de la Communauté de Communes Vallée de l'Hérault et mention en sera faite en caractères apparents dans le journal MIDI-LIBRE. L'arrêté sera en outre, publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Hérault.

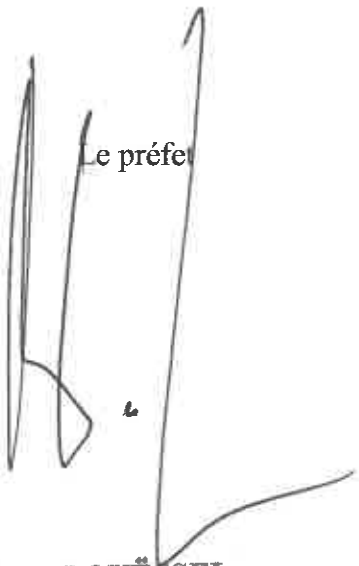
ARTICLE 11 : Le présent arrêté est notifié à :

- Monsieur le maire de Gignac ;
- Monsieur le président du Conseil Départemental de l'Hérault ;
- Madame la présidente du Conseil Régional Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;

ARTICLE 12 : Le présent arrêté sera tenu à la disposition du public dans les locaux :

- de la mairie de Gignac ;
- de la préfecture de l'Hérault ;
- de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault.

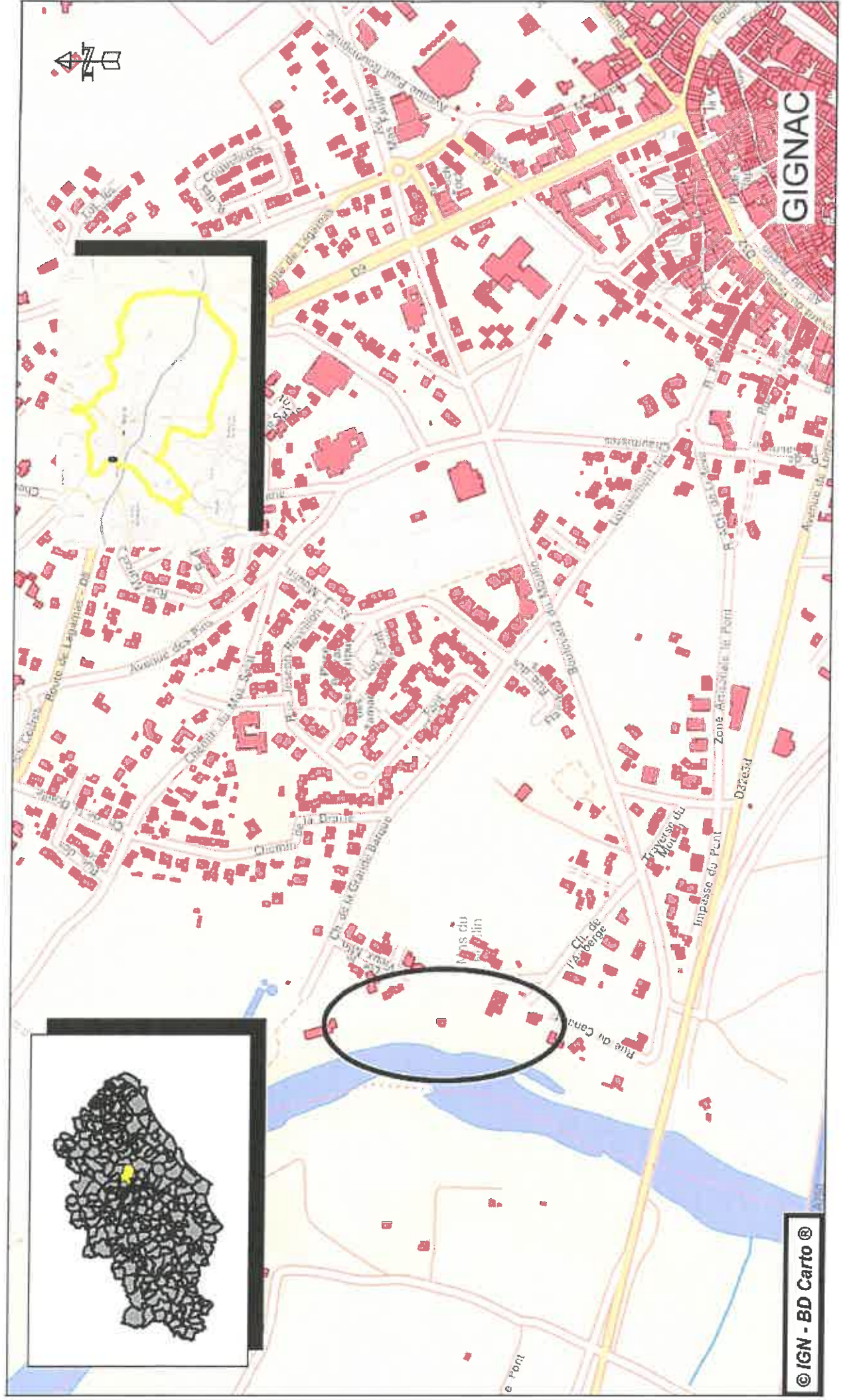
ARTICLE 13 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, le Directeur départemental des territoires et de la mer et le Maire de Gignac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le préfet

Pierre POUËSSEL

Commune de Gignac - Plan de situation du projet de modification



GIGNAC

© IGN - BD Cartho ®



PREFET DE L'HERAULT

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Languedoc-Roussillon*

**Décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-18 du code de
l'environnement**

**Modification du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune de
Gignac (34)**

Le préfet de l'Hérault,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 concernant l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R.122-17 et R. 122-18 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°001038 relative à la modification du plan de Prévention des Risques d'Inondation de Gignac déposée par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault, reçue le 28/03/2014 ;

Vu l'arrêté n°2013-I-325 du 14 février 2013 du Préfet de l'Hérault portant délégation de signature à Monsieur Didier Kruger, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Languedoc-Roussillon ;

Vu l'article L. 562-6 du code de l'environnement qui précise que les plans d'expositions aux risques naturels prévisibles approuvés en application du I de l'article 5 de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 valent plan de prévention des risques naturels prévisibles ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 28/03/14 et l'absence de réponse dans le délai d'un mois ;

Considérant que ce plan relève de la rubrique 2° du tableau II de l'article R.122-17 du code de l'environnement, qui soumet à examen au cas par cas les plans de prévention des risques naturels prévisibles prévus par l'article L. 562-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la commune de Gignac a déjà fait l'objet d'un PPRI approuvé en 2007 et que la modification prévue a pour objet de modifier le zonage en déclassant une partie des parcelles concernées par un risque grave d'inondation (zone rouge) après la réalisation d'un relevé topographique laissant apparaître une différence entre les niveaux de terrain naturel ayant servi à l'élaboration du PPRI et ceux relevés par le géomètre ;

Considérant les objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée en matière de préservation des zones d'expansion des crues, de contrôle des remblais en zones inondables, d'orientation de l'urbanisation en dehors de ces zones et de réduction de la vulnérabilité des activités existantes ;

Considérant que la zone impactée par le projet de modification du PPRI est située à proximité de zones à enjeux en termes de biodiversité telles que le site Natura 2000 du site d'importance communautaire « Gorges de l'Hérault » et la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique (ZNIEFF) de type I « Rivière de l'Hérault de Gignac à Canet » ;

Considérant, néanmoins, que cette modification du PPRI rend constructibles deux parcelles représentant une faible surface de 2 500 m² de terrain en bordure de zone urbaine ;

Considérant, en conséquence, que cette modification de PPRI n'est pas susceptible d'avoir des effets significatifs sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er}

En application de la deuxième section du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, la modification du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la commune de Gignac n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 (II) du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet de plan ou programme peut être soumis.

Article 3

En application de l'article R. 122-18 III précité, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique et publié sur les sites Internet de la préfecture de l'Hérault et de la DREAL Languedoc-Roussillon.

Fait à Montpellier, le

14 MAI 2014

L'Adjoint au Chef du Service Aménagement
Pour le préfet et par délégation,

Frédéric DENTAND

Voies et délais de recours

Recours gracieux :

Monsieur le préfet de l'Hérault
Préfecture de l'Hérault
34 Place Martyrs de la Résistance
34000 Montpellier

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Grande Arche
Tour Pascal A et B
92055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34003 MONTPELLIER CEDEX 1

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).